

## A la LAU New York

# L'engagement économique des émigrés

■ C'est un événement qui devrait indéniablement avoir un impact sur l'économie libanaise. Le 25 mars dernier, la conférence *La diaspora libanaise, transferts de fonds et développement économique: l'engagement et la réforme publique* s'est tenue dans les locaux de la LAU à New York. Zoom sur les recommandations qui en ont résulté.

Organisé par Lina Beydoun, directrice académique de la LAU (Lebanese American University) à New York, et Majdi Ramadan, consul général du Liban à New York, l'événement a été un réel succès. La salle était remplie de plus de 150 personnes dont des jeunes très intéressés par les sujets abordés. Tous sont venus pour rencontrer des experts en économie, des chercheurs venant du Liban, de l'Italie ou de l'Argentine et des intellectuels qui ont déjà fait leurs preuves auprès d'institutions mondiales.

### Encourager les investissements

Parmi les présents, Sergio Daniel Jalil, fondateur du Centre latino-américain d'études libanaises (Celibal), Roula Moussa, directrice associée de Netways, premier fournisseur de solutions e-business au Moyen-Orient et présidente de l'International Business Council libanais, Nadim Shehadi, directeur du Centre Fares pour les Etudes méditerranéennes orientales à la Fletcher School à l'Université Tufts, Samuel Rizk, conseiller principal du Programme avec le Bureau régional pour les Etats arabes au



Programme de développement des Nations unies (Pnud). Tous ces chercheurs se sont penchés sur un sujet particulier étudié au cours de leur huis clos: comment pousser la diaspora libanaise à se mobiliser davantage pour son pays d'origine et l'impliquer plus dans des projets de développement? Pour les experts, il faudrait d'abord rappeler deux choses: il est difficile de donner une définition exacte de la diaspora et les chiffres varient lorsqu'on doit mesurer son nombre, de 600 000 à 14 millions. Alors comment mieux connaître celle-ci ou plutôt les groupes diasporiques qui la constituent? On peut lui consacrer un musée, proposent les chercheurs. Une fois qu'on la connaît mieux, on doit donner à cette diaspora plus d'informations sur son pays d'origine, ajoutent-ils. Il faut aussi développer le sentiment de patriotisme que ses membres portent pour le Liban et leur proposer de

réelles opportunités d'investissement. Et ce, en tenant en considération des atouts du pays, à savoir ses services d'hospitalisation, d'éducation et son industrie du vin.

Le Liban doit aussi augmenter son exportation de produits chimiques, des produits en papier et des bijoux, notent les experts dans leurs recommandations. Par ailleurs, pour que ces investissements puissent réussir, il faut que le gouvernement améliore son système juridique, ses moyens de communication et de technologie. Il devra également mettre en place un programme pour assurer aux émigrés leur intégration politique en leur assurant le vote, la représentation au Parlement, et les consulter sur les politiques économiques. La représentation politique de la diaspora encouragerait en effet son engagement dans des projets de développement économique. Un engagement qu'attendent impatiemment les Libanais. ■ PAULINE MOUHANNA, ILLINOIS, ÉTATS-UNIS ☞

### LA DIFFUSION LA PLUS LARGE POSSIBLE

Il semble que les instances concernées sont très motivées à faire connaître au plus grand nombre les recommandations qui découlent de cette conférence. Pour cela, la LAU et le consulat libanais ont décidé de diffuser ces informations à l'échelle mondiale. Le gouvernement libanais, le secteur privé, les chambres de commerce à l'échelle mondiale, les organisations religieuses et d'autres dans la région du Golfe, de l'Europe, de l'Amérique du Nord, de l'Amérique latine, de l'Australie et de l'Afrique seront informées de ces recommandations dans les jours à venir.